

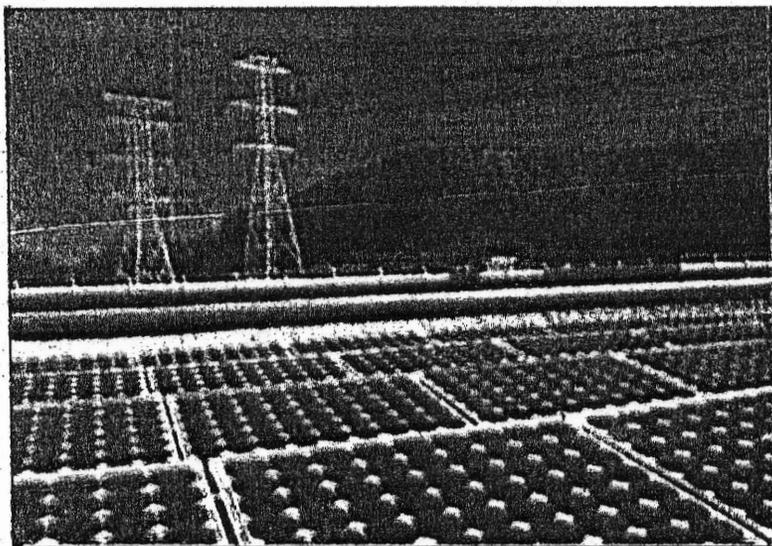
L'Ader envisage sérieusement les énergies renouvelables

Créée en juin 2004 suite au désengagement de la Jirama, l'Agence de développement de l'électrification rurale a relevé le défi d'apporter la lumière à tous les foyers de Madagascar. Mais la réalisation ne se fera pas sans imagination, et toutes les ressources disponibles devront être utilisées pour ce faire. Il était évident depuis le départ que le réseau centralisé aux chefs-lieux de provinces de la Jirama ne pouvait desservir dans un avenir proche les plus petites localités enclavées, même si on avait prévu de l'étendre à 55 autres villages en 2004. Aujourd'hui, le recours à des systèmes alternatifs est envisagé sérieusement.

Ainsi, dans la région Haute Matsiatra et à Vatovavy Fitovinany, des études d'identification des potentialités sont en cours, en partenariat avec l'Usaid. En 2004, on a identifié des ressources hydrauliques considérables à Ambatofinandrahana, Volobe (Toamasina), et dans les communes de Sahaniotry et Talavina (Fianarantsoa). Vu les études de coûts, de puissance et sur la population cible, il se pourrait que l'exploitation hydroélectrique soit viable en matière d'électrification rurale.

Pour le cas des éoliennes, des études ont été menées à Ahtsiranana en 2002. Le 28 février de cette année, des projets équivalents à 12 millions de dollars ont été soumis aux bailleurs, notamment à la Banque africaine de développement (Bad) et à la

Global environment facility (Gef). D'autres projets ont d'ores et déjà été attribués : à Madeol, pour une puissance fournie de 1,2 MW, et à Idelec pour 1,2 MW. Ce dernier en est au stade de l'intention. L'électrification rurale au moyen des énergies renouvelables se développera aussi dans le cadre des pôles intégrés de croissance (Pic), et sous l'impulsion du projet Qit Madagascar Minerals (QMM).



On s'attend à voir des centrales alimentées par des plaques solaires d'ici quelques années

UNE QUESTION DE CHOIX

En fait, toutes ces études plus sérieuses les unes que les autres sont nécessaires pour justifier un engagement politique et financier dans les énergies alternatives. Par exemple, techniquement, l'éolienne ne démarre

qu'à partir d'une certaine vitesse du vent (3 à 5 m/s) et elle s'arrête pour ne pas s'emballer en cas de grand vent. Donc un site potentiel qui présente un vent de 7 m/s à un endroit et de 3 m/s en un autre ne peut accueillir de centrale éolienne, même si celle-ci présente l'avantage d'être non polluante et peut produire jusqu'à 3 000 MW de puissance garantie par an, soit l'équivalent de la consommation

se lancer dans des explication techniques où l'on se perdrait. Si on simplifie, on dira qu'1 kWh installé reviendrait largement plus cher avec les nouvelles technologies.

Par exemple, la nouvelle centrale thermique d'Ivato fournit 60 kVA pour un investissement de 140 millions d'ariary. Et pour une puissance de 3 kW, la centrale hydraulique revient à 30 millions d'ariary. Si on fait le ratio, l'hydraulique revient plus cher que le thermique en investissement initial, mais le coût global d'exploitation de la première est beaucoup plus bas, vu le cours du gazoil. Cependant, le coût d'installation explique la priorisation actuelle : pour parer au plus urgent, on investit dans le thermique.

Pour les autres énergies renouvelables, moins «classiques», comme l'éolienne ou le solaire, l'on tergiverse encore. Sauf pour le solaire: une entreprise allemande, la Softec, a initié un petit projet à Talatamaty. L'Association de développement de l'énergie solaire, une Ong qui coopère avec la Suisse, produit déjà des cuiseurs solaires au prix subventionné de 80 000 ariary (400 000 fmg). Le ministère prévoit de diffuser 200 cuiseurs solaires d'ici 2 à 3 semaines, mais se heurte encore à un problème de dédouanement. Pour des projets à plus grande échelle, on est dans l'expectative.

de 1 000 à 300 foyers.

Le secrétaire exécutif de l'Ader, Hary Andriantavy, précise : «*l'énergie renouvelable, issue du soleil, de l'eau, de l'air et de la biomasse, pourrait remplacer le thermique. Mais il y a tout de même une limite de coût de l'idée à sa réalisation.*» Et de